



idées
actuelles
nrf

gaston defferre
**un nouvel
horizon**

Extrait de la publication

***Tous droits de traduction, de reproduction et d'adaptation
réservés pour tous les pays, y compris l'U. R. S. S.
© 1965, Éditions Gallimard.***

INTRODUCTION

Ce petit livre est le fruit du travail d'une équipe réunie, depuis un an environ, au sein de l'Association « Horizon 80 ».

Travailler en équipe n'a rien d'original. Ce qui est nouveau, c'est la façon dont cette équipe a été constituée.

Nous avons voulu, ce qui à ce moment-là n'avait jamais été fait, grouper des hommes et des femmes originaires de partis, de syndicats, de clubs, de mouvements de jeunes, des journalistes, des universitaires, ce qu'on appelle les « forces vives » de la Nation.

Cela n'a pas été une entreprise facile, car en France chaque organisation tient à garder sa personnalité, hésite à s'engager et, il faut le dire franchement, si on rencontre beaucoup d'esprits brillants et même scrupuleux, l'esprit de décision, le caractère, la volonté de participer à une entreprise d'un type nouveau dont le résultat n'est pas assuré sont rares.

Il a fallu beaucoup de temps et de patience pour les réunir et les décider à travailler ensemble.

L'atmosphère de travail, dès la première réunion,

a été non seulement excellente, mais elle a apporté quelque chose de nouveau, de différent de ce que l'on trouve dans les partis, les syndicats ou les clubs.

Nous avons eu le sentiment qu'il y avait là un début de ce qui devait être fait en France pour ranimer la vie politique, pour amener à y participer les jeunes générations qui n'ont pas trouvé dans les partis politiques une forme d'activité qui leur convienne.

Depuis, des expériences comme celles de Grenoble ont démontré l'attrait que peut constituer la mise en œuvre de formules comme celle-là sur le plan électoral.

La création de ces équipes, qui sont plus qu'un regroupement, plus que l'addition de forces, d'organisations ou d'individus, donne à la campagne présidentielle son véritable sens.

Être élu président de la République grâce à d'habiles manœuvres du style « politicien », en se conciliant assez de formations politiques pour l'emporter, n'a, à mes yeux, aucun sens, aucun intérêt.

Être élu, sans constitution préalable d'un noyau majoritaire cohérent, après une mêlée confuse entre un grand nombre de candidats, c'est courir le risque, sinon être assuré, de se trouver en présence d'une Assemblée nationale divisée, sans majorité cohérente; c'est revenir à l'instabilité, c'est-à-dire à une situation inacceptable et dangereuse. Car il ne faut pas s'y tromper: les Français, même les plus antigauillistes, ne veulent plus de l'instabilité ministérielle telle que nous l'avons connue depuis si longtemps. Elle engendrera, si elle se reproduit, comme c'est arrivé bien souvent, un régime de caractère autoritaire.

Par contre, entreprendre de changer les structures

politiques françaises à l'occasion de la campagne présidentielle, même si on doit être battu à l'élection, c'est une tâche passionnante et qui prépare l'avenir.

La France a vécu dans un régime d'instabilité politique chronique qui a fait renaître périodiquement le pouvoir personnel. Or, tant que les structures politiques de notre pays resteront ce qu'elles sont, il est à craindre que nous n'échappions pas à des crises répétées, incompatibles avec le mouvement du monde moderne. La France a besoin, pour participer à l'évolution générale, d'un régime à la fois stable et démocratique.

Si le général de Gaulle est candidat, ce que je souhaite, il y aura sans doute très peu de candidats et il sera possible, grâce à la dynamique de la campagne présidentielle, de regrouper les forces de progrès face aux forces conservatrices qui soutiendront de Gaulle.

Ainsi de nouvelles structures politiques pourraient être données à notre pays qui serait alors gouverné, comme toutes les grandes démocraties, tantôt par les réformateurs, tantôt par les conservateurs.

Il est beaucoup plus important de réussir cela que d'être élu président dans la confusion.

Ce livre a pour but de définir les grandes options d'une politique de progrès propre à rallier les partisans d'une France moderne.

Le rôle d'un candidat de l'opposition à la Présidence de la République n'est pas de faire l'addition des mécontentements, mais de proposer une politique de rechange susceptible d'être effectivement appliquée; il ne suffit pas de rassembler et de présenter des cahiers de doléances. Il faut offrir à ses concitoyens un choix sans lequel leur vote se réduirait à l'abdication collec-

tive devant un homme considéré soit comme une panacée, soit comme une fatalité.

L'homme et les idées qui sont au pouvoir aujourd'hui ont vingt ans de retard sur la société française. Ils appartiennent à l'époque de la deuxième guerre mondiale, dont le gaullisme est, en quelque sorte, la dernière séquelle.

La fin de la sécurité gaulliste.

Pour les Français, la guerre n'a pas pris fin en 1945. Elle s'est prolongée en Indochine, puis en Algérie, dans une triste bataille en retraite. Le second règne du général de Gaulle, le seul qui porte véritablement sa marque, est issu de l'exploitation d'une guerre qui n'en finissait pas et des faiblesses d'un régime qui ne fonctionnait plus. Il a répondu en partie à un besoin de paix, de sécurité et de stabilité.

Sécurité : voici le vrai fondement du gaullisme, le ressort de toute sa propagande, le leitmotiv des discours du chef de l'État. « Rassurez-vous, je suis là, tout va bien, tout va de mieux en mieux. » Au début du règne, cette assurance tous risques contre le chaos, contre l'humiliation, a été confirmée dans l'esprit de beaucoup de Français par la stabilité intérieure et par le prestige personnel du général de Gaulle à l'étranger.

Mais au printemps de cette année 1965, chacun a commencé à se rendre compte que le décor monté par ce prestigieux metteur en scène-auteur-acteur cachait une triste réalité; on a vu réapparaître le chômage, la stagnation de la production industrielle, le fléchis-

sement des investissements productifs, le déficit de la balance commerciale. L'appréhension du lendemain renaît : chez les ouvriers atteints par les compressions d'horaires ou les licenciements, chez les chefs d'entreprises qui voient leurs investissements diminuer au moment où la concurrence extérieure redouble, chez les jeunes ménages qui cherchent en vain un logement à portée de leur bourse, chez les parents dont le fils est refusé, faute de place, au collège d'enseignement technique.

La compétition technique, scientifique, industrielle entre les nations avancées bat son plein. Il ne s'agit plus d'apurer le passif de la deuxième guerre mondiale, mais de faire en sorte que notre pays ne se laisse pas éliminer de la course à la prospérité en prenant la mauvaise piste. Le prestige du général de Gaulle n'a pas d'action sur la machinerie compliquée de l'économie moderne. Lorsqu'il disait aux Français, pendant le putsch d'avril 1962 : « Je réponds de tout », son verbe agissait. Mais les mêmes paroles lancées en 1965 pour conjurer la stagnation de l'activité industrielle tombent à plat : les indices de l'I. N. S. E. E. ne varient pas d'un point.

On avait cru qu'une fois la guerre d'Algérie terminée, les autres problèmes seraient réglés l'un après l'autre. On s'aperçoit qu'il n'en est rien. Que s'est-il donc produit ? La fin de la sécurité gaulliste.

La vérité, c'est que jamais le monde n'a changé aussi vite que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale et que, dans ce contexte, il n'y a plus de sécurité sans initiative, sans mobilité, sans vastes plans. Les dirigeants de la société « Dupont de Nemours » affirment

que la moitié de leur chiffre d'affaires est réalisée sur des produits inconnus il y a dix ans et que l'autre provient de produits qui seront dépassés avant dix ans. Les grandes firmes ne peuvent maintenir leur position qu'en avançant aussi vite que possible, suivant un itinéraire soigneusement exploré par la recherche et la prospective.

La situation d'une nation moderne est comparable à cet égard à celle d'une industrie de pointe. Dans un domaine comme l'Éducation, le maintien du statu quo est une régression qui ne peut engendrer que la frustration et l'insécurité. Ce n'est pas seulement la poussée démographique qui fait craquer les structures traditionnelles. C'est aussi la soif de connaissances qui s'est répandue dans des couches sociales nouvelles, et l'élévation continue du niveau des qualifications requises pour exercer un métier. Alors que, par un développement naturel, l'accès à la culture est considéré désormais comme un droit fondamental, un nombre croissant d'individus s'aperçoit que ce droit lui est refusé.

Un fils de cadre supérieur a cinquante fois plus de chances d'entrer à l'Université qu'un fils d'ouvrier, et quatre-vingts fois plus qu'un fils de salarié agricole. D'après l'I. N. S. E. E., 3 % des Français et 1 % des Françaises ont poussé leurs études au-delà du baccalauréat. La France n'utilise qu'une minuscule partie de son potentiel intellectuel. Au moment où l'U. R. S. S. poursuit un effort intensif d'enseignement des masses, au moment où le président Johnson double l'aide financière du gouvernement fédéral aux universités américaines, le seul fait de conserver un système fondé sur l'élimination du plus

grand nombre possible d'étudiants et d'élèves apparaît comme un périlleux anachronisme.

Dans tous les domaines, nous en sommes arrivés au point où il est beaucoup plus dangereux de rester immobile que d'aller de l'avant. Or, il y a dans le gaullisme une hostilité irréductible au changement. *Son conservatisme a deux racines profondes : le mépris des hommes et le culte du passé.*

Rien ne lui répugne plus que d'appeler les citoyens à prendre des responsabilités effectives dans l'entreprise, dans la commune, dans la région, dans la Nation. Le général de Gaulle refuse de partager ses responsabilités avec les ministres qu'il a lui-même choisis. A fortiori refusera-t-il toujours d'étendre celles des organismes collectifs et des simples citoyens.

Pourtant, dans une société industrielle qui répond aux impulsions d'innombrables « centres nerveux », seule la démocratie permet d'obtenir toutes les collaborations nécessaires au progrès. Elle seule rend acceptable la discipline qu'impose une expansion permanente et rapide de l'économie sans inflation. L'autorité, la continuité politiques, la stabilité financière sont les préalables de toute action mais, sans la force vive que dégage l'addition de toutes les initiatives disponibles, il n'y a pas de mouvement. L'exemple du Portugal est frappant : Salazar est stable, l'escudo est stable, mais il y a trente-cinq ans que ce pays ne bouge pas. Et la misère y est telle que ses habitants sont devenus les nouveaux émigrants de l'Europe.

D'ailleurs, l'objectif du gaullisme n'est pas d'innover, mais de restaurer. Il garde la nostalgie de cette époque où, l'importance d'un pays se mesurant princi-

palement, sinon exclusivement, aux dimensions de son armée, la France se faisait respecter par l'étalage de ses régiments. C'est bien pour reconstituer les apparences de la grandeur d'autrefois qu'il jette le pays dans cette entreprise coûteuse et sans issue qu'on appelle la force de frappe. Cela ne l'empêche pas d'abandonner à une société américaine le contrôle de Bull, seule firme française capable de fabriquer les calculateurs électroniques indispensables à la défense nationale et à l'industrie moderne. On dirait que la réalité de la puissance l'intéresse moins que son apparence.

Restaurer l'État, rendre à la Nation son rang dans le monde : voilà les deux idées maîtresses du général de Gaulle. Mais plus le temps passe, plus il devient clair que cet État, cette Nation ne sont qu'un décor derrière lequel il n'y a aucun espoir, aucun avenir, aucun dessein cohérent. Le gaullisme a, comme son chef, beaucoup de mémoire, mais il ne projette pas sur l'avenir. Il est dépassé par l'évolution économique.

L'État existe, c'est vrai, et la stabilité ministérielle représente un progrès que les Français considèrent comme acquis et qu'ils n'admettront pas de voir remis en question. Mais la stabilité n'a d'intérêt que par l'œuvre qu'elle permet de réaliser. Or on voit de moins en moins ce que le gaullisme se propose d'accomplir dans l'ordre intérieur.

Sans doute, chaque année, les Français ressentent plus ou moins l'effet de l'augmentation annuelle du revenu national, comme les Italiens, les Allemands, qui progressent à peu près au même rythme depuis 1958. Ce qui est frappant, c'est le contraste entre la prospérité croissante du pays et l'indécision grandissante de

L'État, indécision qui, d'ailleurs, menace la prospérité elle-même.

Derrière la façade.

Derrière une façade majestueuse, c'est le laisser-aller qui règne et la stagnation qui commence à s'installer.

Convenablement orienté, le flot des ressources nouvelles pourrait réduire les inégalités, atténuer les pénuries, emporter les structures vermoulues ; mais on le laisse s'écouler au hasard.

Depuis 1958, les inégalités sociales et régionales n'ont pas diminué. Elles se sont aggravées. La distance entre le cadre supérieur et le bénéficiaire du S. M. I. G., l'écart entre le Bassin parisien et la Bretagne sont plus grands aujourd'hui qu'il y a sept ans. Pendant que les gaullistes prêchent le rassemblement et l'unité nationale, l'inégalité des ressources et des chances, qui est le plus puissant des facteurs de division, se renforce dans la société française.

Depuis 1958, aucune solution d'envergure n'a été apportée à deux problèmes cruciaux de la deuxième moitié du XX^e siècle : l'Éducation et l'Urbanisation. Pendant que les gaullistes proclament leur volonté de progrès dans ces deux secteurs qui commandent non seulement la puissance, mais la qualité de la civilisation dans laquelle nous vivrons demain, il y a non seulement pénurie de moyens financiers, mais pénurie d'idées et même d'ambition véritable. Le Gouvernement gère au jour le jour ce qu'il faudrait entièrement repenser et reconstruire.

Depuis 1958, rien n'a été fait pour préparer l'industrie française au choc cependant prévu de la libération des échanges, en particulier en portant les entreprises de pointe à la taille européenne. Maintenant que ces entreprises doivent se battre contre les géants américains, on s'aperçoit qu'elles sont lourdement handicapées par l'étroitesse de leurs dimensions industrielles, la fragilité de leurs possibilités financières, la pauvreté de leurs moyens de recherche. Les gaullistes exaltent l'indépendance nationale, mais laissent s'effriter les véritables fondements de l'indépendance, qui sont d'abord économiques.

Depuis 1958, aucun des freins qui retardent la croissance économique et le progrès social n'a été desserré. Les circuits du commerce intérieur sont toujours aussi longs et coûteux. La spéculation sur les terrains et sur la construction n'a fait que s'intensifier. Le crédit continue de distribuer au compte-gouttes des prêts que les usagers paient à des taux usuraires. Jamais la fiscalité française n'a été si injuste ni si délabrée.

La dévaluation de 1958 offrait au pouvoir le répit dont il avait besoin pour liquider les structures archaïques et les circuits spéculatifs qui engendrent ou qui amplifient l'inflation. Ce répit a été gaspillé. Pendant que les gaullistes parlent de stabilité des prix, les germes de l'inflation se répandent de plus en plus dans l'économie française.

Enfin, depuis 1958, nous n'avons assisté à aucune tentative sérieuse pour atteindre l'expansion permanente sans inflation qui est désormais le grand objectif économique des nations avancées. Le vieux cycle expansion-inflation-stagnation fonctionne toujours. En

1964, la production industrielle n'a pas progressé ; la France est devenue la lanterne rouge des grands pays industriels pour l'investissement productif ; le chômage a reparu.

L'immobilité est en train de gagner le moteur même de la croissance économique.

Dans l'ordre extérieur, les mêmes causes produisent des effets similaires. Une diplomatie arrogante au service d'une conception hautaine aboutit à l'insécurité. Au bout de sept ans, les seuls fruits de la politique étrangère du général de Gaulle sont le regain des nationalismes en Europe, l'isolement de la France, la dépendance accrue à l'égard des États-Unis sur le plan économique.

Cette politique a exigé d'abord un directoire à trois — franco-anglo-américain — pour l'Alliance atlantique : échec. Elle s'est retournée alors vers l'Allemagne, précédemment exclue du projet du directoire, en lui proposant un axe Paris-Bonn pour gouverner l'Europe : échec. Elle a brigué pour la France le leadership du Tiers Monde : voyage en Amérique latine, sourires à Mao Tsé-toung, sourires à Nasser. Nouvelles désillusions à prévoir pour un pays qui n'a pas à lui seul le moyen de satisfaire les espoirs que sème inconsidérément son président dans l'hémisphère de la faim.

Il est difficile de trouver à cette politique un autre fil directeur que l'anti-américanisme et la vaine prétention d'une hégémonie française sur l'Europe. Il ne reste en fin de compte que la solitude d'une nation qui

ne cesse de dire non : non à l'O. N. U., non à l'Europe supranationale, non à l'entrée de l'Angleterre dans le Marché Commun, non à l'Alliance atlantique. Les déboires de la diplomatie gaulliste ont tous la même origine. C'est l'écart qui se creuse de jour en jour entre ses prétentions de stratégie mondiale et la puissance qu'elle peut mettre à leur service. A la longue, le bluff perce sous le prestige ; on ne peut pas indéfiniment financer une bombe H nationale et laisser les capitaux américains prendre le contrôle des industries clés ; on ne peut pas indéfiniment parler au nom de l'Europe et faire obstacle à son unité.

L'Europe.

Après sa campagne d'Amérique latine, le Général prépare sa campagne de Chine, mais ses bases arrière ne sont pas gardées. L'atlantisme — pourchassé jusqu'en Extrême-Orient — s'installe sous nos pieds : demain, les principaux centres de décision de l'économie française seront peut-être : General Motors, Dupont de Nemours, General Electric. En réalité, seule une Europe unifiée pourrait à terme conserver la maîtrise de son destin et accomplir un projet d'envergure mondiale : association d'égaux avec les États-Unis, rapprochement des deux blocs, aide efficace au Tiers Monde.

Toutes les ambitions théoriques du général de Gaulle, à commencer par l'indépendance, ont un point de passage obligé : la création d'un État fédéral européen. Mais l'État fédéral est précisément ce dont le Général ne veut à aucun prix. Sur ce point, il n'a jamais varié ;

pour lui, la Nation est le terminus de l'évolution. Et c'est pourquoi il n'a jamais proposé, en fait d'institutions communes, que ces conférences de ministres ou de chefs d'État, bref, un système sans pouvoir et sans avenir.

Avec cette politique, au lieu d'une relation d'égalité entre l'entité américaine et l'entité européenne, il est inévitable que ce soient des rapports de domination qui s'établissent entre les États-Unis et chacun des pays d'Europe pris séparément. Aux accents d'une marche triomphale, nous reprenons la route de la dépendance, de la colonisation économique et, peut-être, celle de l'humiliation.

Pour quelque temps encore, le prestige personnel du général de Gaulle peut maintenir dans l'opinion publique l'illusion des trois sécurités : progrès économique, indépendance nationale, stabilité intérieure.

Elles risquent de s'écrouler toutes en même temps devant la réalité de la stagnation, la réalité de la colonisation économique, la réalité du gaullisme sans de Gaulle. Car le gaullisme nous réserve encore ce qu'il y a de plus aventureux et cependant de moins exaltant : la postérité du Général.

La succession.

Deux lignées successorales se profilent dans l'U. N. R.

D'un côté, le gaullisme mou de MM. Pompidou et Giscard d'Estaing, avec pour slogan l'encaisse-or et la Belle Époque. Privé de l'éclat personnel du Général, il ne se distingue même plus des gouvernements conser-

vateurs de la IV^e République. Sa gestion paresseuse ne peut s'enorgueillir d'aucune réalisation d'envergure. Il n'a résolu ni le problème du prix du bifteck, ni celui de l'éducation, ni celui du logement.

De l'autre côté, le gaullisme dur de M. Debré, avec pour slogan la bombe et la grandeur. Habité par le démon nationaliste, il serait prêt à quitter l'O. T. A. N., à casser le Marché Commun, à rétablir l'économie de guerre en pleine paix s'il le fallait, au nom de « la France seule ». La perspective qu'il ouvre débouche sur une situation d'aventure: isolement, mécontentement, humiliation.

Dans leurs rangs, on compte de vieilles pratiques du coup d'État, bien décidées à ne lâcher sous aucun prétexte le pouvoir qu'elles doivent au complot du 13 mai.

La rencontre de ces hommes et de la situation créée par la politique du chef de l'État pourrait faire naître, avec quelques années de retard, la dictature qui nous attendait en 1958 si le général de Gaulle n'avait pas été là pour imposer son propre dosage de libéralisme et d'absolutisme.

Les buts du socialisme à notre portée.

Gestion à courte vue du romantisme aventureux : de toute manière, la France a passé l'âge de ces expériences. Elle est capable de faire tout autre chose — et beaucoup mieux — que la répétition de tel ou tel épisode d'un passé tourmenté.

Pour la première fois dans l'Histoire, les buts du socialisme sont à sa portée.

Il y a des idées que les technocrates jugent naïves et

que certains politiques ne croient pas rentables. Pourtant, les inspirations fondamentales des hommes de progrès n'ont pas changé. Ce qu'ils veulent, c'est non seulement faire croître les niveaux de vie, mais aussi rapprocher rapidement les conditions sociales, supprimer les pénuries, éliminer les risques intolérables, ouvrir à chacun la possibilité de construire et d'employer sa vie conformément à sa vocation propre, d'imprimer sa marque sur ce qui l'entoure en participant, à quelque niveau que ce soit, aux décisions collectives.

Jamais la science pure, jamais la technologie, jamais l'organisation du travail n'ont progressé aussi vite que depuis la fin de la deuxième guerre mondiale. Le développement du potentiel industriel, l'apparition de nouveaux moyens de diffusion des connaissances changent la perspective de l'action politique.

Nous n'en sommes pas, comme les Soviétiques de 1925, à construire l'industrie lourde : elle existe.

Il dépend de nous que les rêves de nos grands-pères deviennent le projet de la génération qui monte. Les objectifs les plus ambitieux ne peuvent être atteints que par les moyens les plus efficaces. Le fétichisme de la droite l'enferme dans la confusion entre les lois du marché et les décrets de la Providence. Mais il y a aussi un fétichisme de la gauche qui consiste à élever de simples techniques au rang d'une idéologie, et à remplacer les actes par le verbalisme révolutionnaire. C'est précisément dans la mesure où ils perdent de vue les objectifs de leur combat que les hommes de gauche sont parfois tentés de prendre le moyen pour la fin.

L'impôt direct, le dirigisme, la nationalisation, par exemple, sont devenus pour beaucoup des articles de

foi, alors qu'il faut y voir des instruments plus ou moins adaptés aux fins poursuivies, et soumis en tout cas à la comparaison et à la révision. Peu importe que les impôts indirects soient ou non dans la « tradition de la gauche » si leur agencement permet — comme c'est le cas en Angleterre — d'introduire plus de justice dans le système fiscal. De même, la nationalisation peut être, suivant les circonstances, le secteur auquel elle s'applique, et surtout l'usage qu'on en fait, un remède efficace ou une opération blanche. Elle n'est en tout cas ni un miracle ni un péché.

De la gauche d'opposition à la gauche de gestion.

Les dernières décennies ont totalement renouvelé les méthodes de gestion de l'économie. Dans ce domaine, le capitalisme et le communisme en sont à se faire des emprunts mutuels. La planification se développe aux États-Unis au niveau des branches industrielles. De plus en plus, l'État fédéral oriente l'économie par ses marchés, ses subventions, sa politique budgétaire. Inversement, les Soviétiques cherchent à réintroduire dans leur système économique l'indicateur des prix et le stimulant du profit.

La politique que nous préconisons se dégage volontairement du « tout ou rien ». Selon le conseil de Jaurès, elle marche vers l'idéal en partant du réel.

L'immense potentiel de progrès que recèlent les sociétés industrielles ne se déploiera pas sans l'élan des idées socialistes. Mais inversement, le socialisme n'atteindra ses buts qu'en assimilant ce que la tech-



idées

gaston defferre : un nouvel horizon

Ce livre présente les lignes directrices d'une politique immédiatement applicable par un gouvernement de progrès. Les choix les plus concrets engagent une certaine conception de la société. Les projets qui conditionnent l'avenir de la France dans les vingt années qui viennent partent d'une conviction fondamentale : la "grande politique" est celle qui transforme la vie quotidienne du citoyen.